

Les crédits

d'un impôt unique et d'un programme d'aide au revenu pour les chômeurs.

Le député de Calgary-Nord rumine cette idée depuis de nombreuses années. Dans mon dernier bulletin parlementaire, qui portait sur le projet d'impôt unique, je faisais allusion à sa proposition et lui en attribuais tout le mérite, car il s'engage, à mon avis, dans la bonne direction. Le fait qu'un conservateur ait une idée merveilleuse ne me dérange pas. L'important, c'est que le député d'Etobicoke—Lakeshore ait repris l'idée au cours du débat des candidats à la direction du Parti conservateur.

Savez-vous ce qui m'a étonné? C'est le fait que la ministre de la Défense nationale et le ministre de l'Environnement, tous deux candidats à la direction de leur parti, aient essentiellement appuyé la proposition. Comment s'expliquer ce phénomène lorsqu'on siège dans l'opposition et qu'on regarde ce débat à la télévision? On se dit: «Si ces deux candidats, ces deux ministres qui ont beaucoup plus facilement accès au ministre des Finances que moi, appuient cette proposition, qu'ont-ils fait au cours des réunions du Cabinet?» Qu'ont-ils fait lorsque leurs collègues ont déclaré qu'à part le fait de redonner du travail aux Canadiens, qui est la première mesure à prendre pour résorber le déficit et réduire la dette, puisque les travailleurs paient de l'impôt au lieu de vivre aux crochets de la société, la priorité, c'est de procéder à une réforme fiscale en règle?

Le candidat d'Etobicoke—Lakeshore a lancé l'idée et les ministres de l'Environnement et de la Défense l'ont appuyé. Cela m'a complètement renversé. J'ai ressenti la même chose que lorsque le whip du gouvernement a affirmé que le budget était une honte. Ce débat était essentiellement teinté d'hypocrisie, puisque deux ministres de premier plan, candidats à la direction de leur parti, appuyaient un concept qu'avait, de toute évidence, rejeté le ministre des Finances et que réclamaient les Canadiens.

Le gouvernement a vraiment manqué le coche. Il a été tellement obsédé par la TPS que la même chose se produit dans le cas de cette dernière. Il parle des recettes que la TPS fait entrer dans les coffres de l'État. Elle génère 30 milliards de recettes brutes, mais rapporte 15 milliards de dollars. Autrement dit, le gouvernement est supposé toucher 15 milliards de dollars que cette taxe rapporte au Trésor fédéral, mais il ne calcule pas les difficultés que les Canadiens ont dû subir pour qu'il touche ces 15 milliards.

• (1255)

Je veux dire par là qu'en faisant son analyse coûts-avantages—ce que je ne crois pas qu'il ait fait—il ne

calcule pas certains coûts. Il n'a pas établi le coût de la paperasserie pour les petites et moyennes entreprises. Il n'a pas établi le coût de ses répercussions sur l'industrie touristique, le secteur qui crée le plus d'emplois. Il n'en a pas établi le coût pour les commerces de détail ni pour les entreprises du secteur des services d'alimentation ou de la restauration. Le gouvernement n'a rien fait de tout cela. Si l'on faisait entrer tous ces coûts dans l'équation, on constaterait que la TPS n'a rien fait d'autre qu'abattre le moral du pays.

Je crois que les Canadiens ne se laisseront pas prendre trois fois. Ils savent maintenant que la politique fiscale du gouvernement actuel est inefficace. Pensons à l'idée qu'on peut démanteler un pays et sabrer dans les programmes qui créent des biens et donnent de la dignité aux gens. Le gouvernement a supprimé certains programmes et pense pouvoir s'en tirer avec sa propagande et ses jeux d'illusion et faire croire aux Canadiens que ce qu'il fait est bon pour le pays.

Je ne crois pas un seul instant que les gens d'en face veulent causer du tort au pays. Je crois tout simplement qu'ils ne savent absolument pas comment l'administrer. On le constatera lors des prochaines élections quand les Canadiens leur feront savoir ce qu'ils pensent d'eux.

M. David Walker (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le Président, c'est un honneur de participer à un débat aussi important, qui est parrainé par mes collègues et qui vise à confirmer la description que le leader parlementaire a faite du budget lorsqu'il a parlé de création abominable.

Le débat survient à un moment très intéressant puisque, hier, un groupe s'intéressant à la politique familiale donnait une conférence de presse en ville. Hier aussi, l'Institut C.D. Howe publiait un ouvrage intitulé *The Partnership in Trouble*, portant sur les problèmes du fédéralisme financier auxquels le ministre des Finances ne s'était pas attaqué.

Plus important encore, Statistique Canada vient de publier les résultats d'une étude sur la distribution des revenus après impôt au Canada, en 1991. L'intervenant précédent, que je voudrais interroger, est parfaitement au fait de l'importance de l'impôt sur le revenu pour les familles.

On remarquera que le revenu familial moyen après imposition, en 1991, était estimé à 42 612 \$, ce qui représente une baisse de 2,6 p. 100 par rapport à 1990, une fois l'inflation prise en compte, selon les fluctuations de l'indice des prix à la consommation. Le revenu réel après imposition a diminué au début des années 80, puis une croissance modeste mais constante a suivi entre 1983 et 1989.